

**Adama Fomba, porte-parole des Syndicats signataires du 15 octobre 2016 :**  
« Nous avons été obligés, par le gouvernement, d'aller en grève »

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 17 JANVIER 2020

524

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Mali

# Le rapport alarmant de Guterres



**Gouvernance au Mali :** Le MPRD critique la gouvernance malienne



**Lutte contre le terrorisme :** Que faut-il attendre du Sommet de Pau ?

AMPI

AGENCE Malienne de presse d'information et de communication

# Malikilé

Quotidien d'information et de communication

La Direction & l'ensemble du personnel  
de Malikilé souhaitent à tous ses lecteurs et lectrices

Une Bonne et  
Heureuse Année





<b>Une</b>	Mali : Le rapport alarmant de Guterres	<b>P.4</b>
<b>Brèves</b>	Hommages aux Forces armées maliennes : Filles et fils dignes de la Nation	<b>P.9</b>
	Nord-Mali : Les FAMA en route pour Kidal	<b>P.9</b>
	Equipements militaires : Le Mali réceptionne 130 blindés militaires	<b>P.9</b>
	Mission de l'ONU au Mali : Washington veut réduire la mission, Paris et Moscou la défendent	<b>P.10</b>
	33ème session du comité de gestion des activités aéronautiques nationales du Mali : La cérémonie d'ouverture était présidée par le Ministre Ibrahima Abdoul LY.	<b>P.10</b>
	Le PM Boubou Cissé aux gouverneurs et préfets : "Les élections se tiendront au premier semestre de cette année"	<b>P.11</b>
	Mines d'or au Mali : La production industrielle d'or a augmenté de 7 % en 2019	<b>P.11</b>
	Issa Kaou N'djim, le coordinateur de la CMAS l'a clarifié hier dans un entretien : «L'Imam Mahmoud Dicko n'est candidat ni aux législatives ni à la présidentielle»	<b>P.11</b>
	SANTE : C3Medical ouvre ses portes !	<b>P.12</b>
<b>Actualité</b>	Economie Sociale et Solidaire : Pour le renforcement des capacités	<b>P.14</b>
	Mopti, Konna, Ségou : Le Ministre Jean-Claude Sidibé appréhende les activités en cours et le potentiel des centres de formation	<b>P.15</b>
	Adama Fomba, porte-parole des Syndicats signataires du 15 octobre 2016 : « Nous avons été obligés, par le gouvernement, d'aller en grève »	<b>P.19</b>
<b>Politique</b>	Gouvernance au Mali : Le MPRD critique la gouvernance malienne	<b>P.20</b>
	Liberté religieuse et exercice du culte : Thierno Hass, le ministre incompris !	<b>P.21</b>
	Lutte contre le terrorisme : Que faut-il attendre du Sommet de Pau ?	<b>P.22</b>
	Mouvement IR-GANDA : L'heure des perspectives !	<b>P.23</b>
	Meeting de soutien aux FAMA : Le peuple sonne la mobilisation !	<b>P.25</b>
<b>Culture &amp; société</b>	Promotion de la culture : La 1ère édition de la «NUIT DU SANKE MO» célébrée	<b>P.27</b>
	Classes sociales au Mali : La sortie surprise des bouchers de MOPTI	<b>P.27</b>
<b>International</b>	Manifestations en Guinée : La situation inquiète Human Rights Watch	<b>P.28</b>
	Russie : Les grandes manœuvres de Vladimir Poutine pour l'après-2024	<b>P.29</b>
<b>Sport</b>	CAN 2021: Finalement ce sera du 9 janvier au 6 Février	<b>P.30</b>

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**  
**Siège** : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)  
**Email** : ampkile@gmail.com / malikile@gmail.com  
**Site Web** : www.malikile.com  
**Contacts** : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte

P.9



P.15



P.22



## Mali : Le rapport alarmant de Guterres



**L**e Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, vient de remettre au Conseil de Sécurité de l'organisation mondiale un rapport sur la situation sécuritaire générale du Mali. Cette situation, selon le Secrétaire général de l'ONU, est « alarmante » du fait de la progression importante des groupes terroristes sur le territoire national et de la violence et l'ampleur des attaques de plus en plus meurtrières pour les Forces armées et de sécurité du Mali. Parallèlement, les conflits intercommunautaires, quoiqu'ils aient connu une légère baisse, demeurent une grande préoccupation à cause de l'immixtion au sein des populations des groupes armés terroristes qui véhiculent des idées politico-religieuses qui incitent à la violence. En fait le rapport publié par le Secrétaire général de l'ONU vient peindre un tableau qui est connu des autorités maliennes et de tous ceux qui suivent de près la situation sécuritaire au Mali.

L'année 2019 qui vient de s'achever a sans doute été un tournant dans la lente mais inexorable montée en puissance des groupes armés terroristes au Mali en particulier et dans les pays du Sahel en général. Jamais auparavant le Burkina Faso, le Mali et le Niger n'avaient connu un si grand déferlement de la violence terroriste tant sur les forces armées de sécurité que sur les populations civiles contraintes à un déplacement continu. On se souvient de la terrible attaque terroriste sur le camp militaire malien d'Indelimane où, officiellement, 49 soldats maliens ont péri. La stratégie appliquée a été un

repli des forces armées maliennes vers les camps plus sécurisés d'Ansongo et Ménaka. Du coup les Forces armées maliennes ont abandonné une vaste zone de territoire que les groupes armés terroristes ont vite fait d'exploiter pour étendre leur maillage du nord du Mali. Selon le rapport d'Antonio Guterres, « les pertes dans l'armée malienne entre octobre et décembre ont augmenté de 116% comparé aux trois mois précédents, avec 193 morts ». Conséquence de la montée en puissance des groupes armés terroristes, le Rapport du Secrétaire général de l'ONU indique une dégradation notable de la situation sécuritaire et humanitaire au nord du Mali. La situation y est telle que certaines populations n'hésitent pas à la comparer à 2012, au plus fort de l'occupa-

tion du pays car, selon le rapport, d'une part « la population subit... des exactions et de graves atteintes aux droits de l'homme. D'autre part, la démarche adoptée par d'autres groupes terroristes, comme l'État islamique du Grand Sahara, dans la partie sud de la région de Gao et dans la région de Ménaka est de faire régner la peur et de recourir à la taxation et à des attaques meurtrières ».

Si la situation est moins préoccupante à Tombouctou et Kidal du fait de l'action de sécurisation des éléments de la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA), ce n'est pas le cas dans les cercles de Ménaka et d'Ansongo où les actions des terroristes ont tendance à s'intensifier. Cependant Antonio Guterres n'exclut pas une détérioration de la situation dans les deux premières régions citées à cause des affrontements intracommunautaires observés ces derniers temps et du fait de l'acquisition d'armes par les différentes communautés en vue de se défendre. La région de Gao n'est pas en reste où des groupes terroristes se sont installés qui rackettent les populations et commettent sur elles des exactions comme au temps de l'occupation des régions du Nord. Aujourd'hui, du fait de l'insécurité, les routes Sévaré-Gao et Gao-Ansongo sont désertées par les compagnies de transports routiers lesquelles préfèrent faire le grand détour par les parties sûres du territoire burkinabè pour rejoindre la Cité des Askia. Quant aux zones isolées « dans les secteurs plus reculés du delta du Niger tels que Bambara-Maoudé, des groupes terroristes restent néanmoins actifs et continuent de recruter de force. Dans la zone située au sud du fleuve Niger, l'État islamique







du Grand Sahara a étendu son influence dans tout le cercle du Gourma-Rharous et, dans le sud, jusqu'à la frontière du Burkina Faso », rapporte Antonio Guterres.

La situation au centre du pays n'est guère plus rassurante, au contraire. En effet, le centre du Mali se caractérise, en plus des attaques terroristes, par la complexité de la situation. Les violences intercommunautaires quoique moins meurtrières ces derniers temps n'ont pas cessé car elles sont attisées par les groupes terroristes particulièrement en pays dogon, dans les cercles de Bandiagara, Bankass et Koro. Le centre du Mali est devenu le nid des terroristes de toutes sortes qui profitent de l'absence de l'État pour placer des engins explosifs improvisés qui font tant mal aux FAMA qu'aux populations locales dont l'économie locale a été parfois totalement déstabilisée. L'absence de l'État malien a, selon le rapport, permis aux groupes d'autodéfense de prendre de l'ampleur en se présentant comme les seuls défenseurs des populations civiles. C'est le cas de la milice Dan

Nan Ambassagou dont l'influence sur la jeunesse locale est forte. Le Rapport du Secrétaire général de l'ONU met l'accent sur le rôle que joue la MINUSMA particulièrement au centre du Mali. En dépit d'une certaine campagne de dénigrement de la mission onusienne au Mali,

celle-ci, selon son patron, jouerait un important rôle de coordination et de stabilisation en luttant notamment contre l'impunité et en aidant à la restauration de l'autorité de l'État et le rétablissement des services sociaux de base.

Le rapport que vient de déposer le Secrétaire général de l'ONU sur la table du Conseil de sécurité et qui décrit une situation « alarmante » au Mali est loin d'être exagéré. Il est cependant regrettable que cette situation ne soit pas connue de la majorité des Maliens, particulièrement ceux du sud, qui sont loin d'imaginer que leur pays vit sa survie en ce début de la décennie 2020. Rien, ni dans les discours ni dans les comportements de tous les jours, ne laisse entrevoir une préoccupation particulière quant à l'avenir du Mali. Le rapport d'Antonio Guterres est suffisamment grave pour que la position américaine de réduction des forces de la MINUSMA soit combattue par la France et la Russie au Conseil de sécurité. Ainsi, on a l'impression que ce sont les autres qui se préoccupent le plus de la situation catastrophique du Mali. La mort massive et anonyme de nos jeunes soldats est un sacrifice qui n'est pas suffisamment reconnu à sa juste valeur. Il est important que les autorités revoient l'atmosphère festive qui règne au sud du Mali pendant que nos compatriotes au nord et au centre vivent quotidiennement une vie de frustration, de privation de liberté, d'exactions et d'assassinats et de sentiment d'abandon. Ce serait le début de la prise de conscience qu'il y a de l'indécence qu'une partie du pays ignore la souffrance d'une autre.

■ DIALA KONATÉ





**Mathieu Hédoïn**  
@hautehominide

Le processus de paix en marche au Nord du #Mali : de premières unités des FAMA reconstituées sur le point d'être redéployées à #Kidal, avec le plein soutien de la @UN\_MINUSMA et des partenaires internationaux dont la @FranceauMali.



**LeMaliMag.com** @LeMaliMag · 9h

Nord-#Mali : les FAMA en route pour #Kidal  
lemalimag.com/news-14-296

### Primature du Mali



FEBAK : Après la coupure symbolique du ruban pour lancer officiellement l'ouverture de cette 13ème édition de la #Foire #Exposition #Internationale de #Bamako, le Premier Ministre Dr Boubou Cissé a procédé à la visite des stands et échangé avec les différents promoteurs. FEBAK2020

#FEBAK : Le Premier Ministre Dr Boubou Cissé a présidé cet après midi la cérémonie d'ouverture de la 13ème édition de la #Foire #Exposition #Internationale de #Bamako. FEBAK2020

### Bennchico Savadogo

Au Burkina, faire mariage civil, c'est que vous avez vécu ensemble minimum 3ans voir 10ans après le mariage religieux ,demandez



### Awa Sylla

Depuis 2013 nous peinons à retrouver la paix et la stabilité.  
Dixit Soumaila Cissé



### Ousmane Coulibaly

Ousmane Coulibaly a partagé une publication dans le groupe Les maliens unis pour le Mali.  
Gao Izo à GAO - INFOS



GAO: un véhicule de barriques de carburant prend feu au quartier Aljanabandja. Aujourd'hui vers 11h un véhicule plein des barrique des carburants a pris feu et le feu se propagé dans une grande cour dans la quelle se trouve des sacs des charbons. En partant vers le cimetièrre d'Aljanabandja.

Des dégâts matériels considérable.

La MINUSMA, les sapeurs-pompiers, la police et la gendarmerie sont mobilisés pour venir en aide aux populations. GAO INFOS

### LE PAYS DOGON

Lepaysdogon.net

PAYS DOGON /KORO: Une attaque des forains repoussée par des chasseurs dans la commune de DIOUGANI.

Ce matin 13/01/2020 des hommes armés ont attaqué des paysans se rendant une foire. L'incident qui a lieu sur l'axe POUNDOUROU et YORPIN a été repoussé par les combattants de Dan Na Ambassagou. Les assaillants, au nombre de 4 étaient sur 2 motos 4 et se cachaient sous des arbustes pour mener leur attaque contre de paisibles forains.

L'échange de tirs entre l'escorte des forains assuré par des chasseurs et les malfrats a duré a peu près 20 mn, avant l'arrivée des renforts. Au regard de la puissance de feu des autodéfenses, les assaillants ont du prendre la fuite vers le village de YOROU NA.

Correspondance de Koro. www.lepaysdogon.net



### Îsimac Grîlâdiô Bâcôly

Îsimac Grîlâdiô Bâcôly a partagé une publication dans le groupe Les maliens unis pour le Mali.



Forces Armees Maliennes. DCA : Le CEMGA visite du matériel made in Mali

Le Chef d'Etat-major général des Armées (CEMGA), le général de division Abdoulaye Coulibaly a effectué, ce jeudi 16 janvier 2020, une visite guidée à l'atelier de confection de tenues et de réparation de matériel MHCCA de la Direction du Commissariat des Armées.

Créé dans les années 1960 puis rénové en 2017, cet atelier est équipé de 99 machines de dernière génération pouvant réaliser jusqu'à 150



tenues de combat par jour. Il est aussi composé d'une salle de conception assistée par ordinateur, d'une salle de patronage et de broderie, d'un magasin de stockage de produits finis et bruts, d'un laboratoire physique et chimique et d'une salle de dépannage. Le général de division Abdoulaye Coulibaly a également visité des conteneurs militaires réalisés par la DCA. Destinés à la campagne, ils comprennent des dortoirs de 20 à 30 places, des bureaux, des cuisines d'une capacité de 200 hommes et des réfectoires de 18 places. Cette visite du CEMGA a été précédée par l'exercice de défilé pour la commémoration du 59<sup>ème</sup> anniversaire de l'Armée malienne.

## Abdoulaye Bah

Les choses sont en train de bouger au Mali. Si nous voyons le bon comportement des ex rebelles lors du DNI, leur volonté de débattre, les différents messages qu'ils ont véhiculé annonçant leur renoncement définitif à l'indépendance, véhiculant un message de réconciliation, c'était suivant les conseils des français qui les ont dissuadé de ne pas boycotter ce dialogue. Ils ont envoyé leurs meilleurs communicants comme Moussa Attaher que j'ai surtout suivi, pour distiller un discours de détente et d'apaisement allant jusqu'à inviter les participants à se rendre à Kidal qui dit il est habité par des maliens. Après ma première surprise passée, je me suis dit qu'ils sont en train de nous amadouer pour ne pas revisiter l'accord de paix car ils ont fait le service après vente de celui-ci.

À la lumière de l'évolution rapide de la situation que Macron a débloquent depuis le sommet de Pau, où je viens d'apprendre que les FAMa reconstituée sont regroupées à Gao en partance pour Kidal, je me réjouis de ce premier pas. Mais je serai heureux si les troupes rebelles qui se baladent dans la nature puisse regagner les sites de cantonnement bâtis par la Minusma ou à défaut regagner toutes, la ville de Kidal, pour leur recensement dans un premier temps et désarmement, dans un second temps.

Macron a promis à IBK de lui faire recouvrer la pleine souveraineté de son pays qu'il avait confisqué. Il a eu peur que les maliens à travers son parlement ne demande son départ du Mali interrompant la prospection pétrolière du bloc Ta29 de Taoudenit qui est sûrement positive. Il a reculé sous la poussée des forces patriotiques même s'il nous a insulté en nous traitant d'indignes et des agents de Poutine qui nous a payé. Je comprends sa colère mais je pense qu'il doit faire mieux. Le Mali n'est pas la Centrafrique. C'est un pays de grands intellectuels qu'on ne peut pas tromper comme des gros gamins écervelés. Moi je vais répondre que c'est lui le gangster qui a pu décrocher clandestinement une concession minière sur le bassin de Taoudenit avec IBK. Je devine comment. Tout fini par se savoir. Mais il faut qu'il se prépare à une bataille judiciaire avec les premiers bénéficiaires qui sont des multinationales. En attendant, il faut neutraliser l'Etat Islamique du Sahel avant le départ des américains et le démantèlement de la MINUSMA en juin prochain. C'est une vraie course de vitesse qui va s'engager entre vous et les votes face de Trump.



## Baba Boubacar Keita

Le lancement de la Semaine Nationale de la lutte contre la Corruption de la Communauté des Pratiques en Matière de Lutte Contre la Corruption a mobilisé les Acteurs Essentiels de Lutte Contre la Corruption. C'était ce matin, jeudi 16 janvier 2020 à l'hôtel Maheva.



## Ammy Baba Cisse

Je disais au Pr Aly Nouhoum Diallo qu'il est court. Il m'a rétorqué qu'il avait pris des photos avec l'ancien président sénégalais Abdou Diouf. J'ai donc avalé ma langue. C'est un très bon confident ce vestige démocratique.



## Gisèle NoorSaïd Flanda

"Poses des questions comme un innocent et retiens les réponses comme un homme intelligent". Proverbe arabe



## Bina Sogoba

Après Mopti et Konna hier, le ministre de l'emploi et de la formation professionnelle se trouve actuellement à Ségou pour visiter les différents centres de formation professionnelle de la région afin de s'enquérir de fonctionnement desdits centres. C'est le centre Maridiè Niaré de Médine (quartier de Ségou) qui a été la première étape de cette tournée. Dans ce centre, Me Jean Claude Sidibé a pu échanger avec les apprenants (plus d'une centaine en Coupe et couture, coiffure, ndlr). Ce centre abrite à son sein des jeunes filles non scolarisées ou faiblement scolarisées.

Après le centre Maridiè Niaré, le ministre Sidibé et sa délégation se sont dirigés sur Bapho (village situé à une quinzaine de km de ville de Ségou, ndlr) où ils ont aussi visité le centre de formation professionnelle de Bapho. Ce centre se situe dans le camp militaire de la localité où ils forment les militaires mais aussi des civils en mécanique auto, menuiserie bois et en soudure. Le ministre Jean Claude



Sidibé se dit très satisfait de la qualité de la formation dispensée dans les deux structures visitées.

## Boubacar Heriko Diallo

Que Dieu affaiblit les ennemis de la Guinée amine



## Soumeylou B. Maïga

Ce fut un plaisir de recevoir nos amis artistes, qui viennent me saluer à chacun de leurs passages à #Bamako. Je leur souhaite un bon séjour dans notre pays et beaucoup de succès pour leur spectacle du vendredi.



## Rokhaya Kâne

1/6 En Islam chacun est pâtre en fonction de ses responsabilités. Il doit mener son troupeau au bon pâturage. Le chef djihadiste en est 1 aussi vis-à-vis de ses combattants. Une petite incursion dans leurs têtes pour voir leur façon de voir les choses... Que disent les hadiths?



## Sidya Touré

« Guinéennes et guinéens Je voudrais vous féliciter pour la journée de manifestation qui s'est déroulée aujourd'hui (...) Je vous demande de continuer la lutte jusqu'à ce que nous ayons atteint les objectifs que nous nous sommes fixés. Vive la Guinée. »



## France Inter

Sibeth Ndiaye : "Je ne pense pas qu'on puisse dire qu'il y a des violences policières, comme s'il y avait une attitude, de la part des forces de l'ordre, d'aller tabasser systématiquement des manifestants (...). Les fautes sont systématiquement sanctionnées" #le79Inter



## Macky Sall

Avec la promulgation de la loi criminalisant le viol, le Sénégal accélère la lutte contre les violences faites aux femmes. J'ai demandé au gouvernement de faire connaître au plus grand nombre les objectifs de ce texte en le traduisant dans toutes nos langues nationales.



## Yaya Sangare

La neutralisation des terroristes aguerris et suicidaires, un important travail de nos vaillants soldats républicains, ne peut être efficace qu'avec la collaboration et la solidarité sincères des populations civiles. Vigilance !



## KONATE Malick

Notre seul et unique malheur est la mauvaise gouvernance de nos Etats. N'allons pas chercher ailleurs... ce n'est ni la France ni un autre pays... c'est NOUS ! Faisons le bon choix pendant les élections et soyons des citoyens modèles.



## Cellou Dalein Diallo

Deux combattants de la démocratie sont tombés aujourd'hui encore sous les balles des forces de l'ordre. Ces crimes horribles ne seront pas impunis. Que Dieu ait leur âme et donne au @FNDC\_Gn la force de vaincre la dictature. #Amoulanfé



## Pr. Alpha CONDÉ

J'ai fixé les dates d'ouverture et de fermeture de la campagne électorale des élections législatives du 16 février 2020 : La date d'ouverture est fixée à demain, jeudi 16 janvier 2020, et celle de la clôture le 14 février 2020 à minuit.



## Karim Keita

Ce jour à la permanence, j'ai reçu plusieurs associations de femmes et de jeunes de ma commune. #Mali



## Iné Ha

Par Zouda Ag Doho J'ai calculé q les congrès des groupes armés ont coûté près de 2 milliards de FCFA (HCUA, MNLA, GATIA 2 fois, MAA 1 et MAA 2 et Menaka). Si on calcule qu'1 école de 6 classes coûte 30 millions, c'est près de 60 écoles qu'on aurait pu construire avec ce pactole.





## Nord-Mali : Les FAMA en route pour Kidal



Apparemment, les choses commencent à évoluer du côté de Kidal pour ce qui concerne la présence des FAMA (Forces armées maliennes) dans cette ville.

En effet, il se prépare, depuis quelques jours, à Gao, une mission qui doit se rendre dans la capitale de l'Adrar des Ifoghas en compagnie d'un nombre important de militaires de l'armée régulière malienne. Il s'agit, précisément, de 3 compagnies déjà répositionnées dans la cité des Askia, et chacune d'elles comprend une centaine d'éléments.

Aux dernières nouvelles, il s'agit d'un premier contingent de l'armée nouvelle reconstituée (dont parle l'accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger), car elle comprend également des combattants des ex-mouvements. Tous sont, à présent, rassemblés à Gao et n'attendent que des instructions qui, selon nos sources, ne sauraient tarder, pour se rendre à Kidal, s'y installer et, en même temps, préparer le retour définitif de l'administration.

Il faut préciser que la ville de Kidal échappe depuis janvier 2013 au contrôle de l'Etat malien. Et ce, même après les opérations de reconquête des villes du nord qui étaient sous occupation djihadiste.

Cependant, des éléments des FAMA étaient présents dans la ville avant leur départ suite à la visite très mouvementée en mai 2014 de l'ancien Premier ministre Moussa Mara. Laquelle a occasionné des combats très violents entre les Forces armées maliennes et des combattants du Mouvement de libération de l'Azawad et alliés.

■ MK&DS

## Equipements militaires : Le Mali réceptionne 130 blindés militaires

Arrivée ce matin sur le tarmac de l'aéroport International Président Modibo Keita d'un vol cargo avec à son bord sept véhicules blindés de type Typhon sur un parc attendu de 130 blindés acquis avec nos partenaires émiratis dont une trentaine en donation et 100 achetés sur le budget national du Mali.

L'acquisition de ces 130 véhicules blindés s'inscrit dans la volonté affichée du gouvernement à matérialiser la vision du chef de l'Etat, son Excellence le Président Ibrahim Boubacar Keita, chef suprême des Armées, dans le renforcement des capacités de nos Forces Armées de Défense et de Sécurité.

■ Kassim Traoré

## Hommages aux Forces armées maliennes : Filles et fils dignes de la Nation



Vous êtes, aujourd'hui, plus que jamais engagés à défendre notre chère patrie, recevez notre plus grande admiration. De la zone du Gourma, à la région des Askia, en passant par le Macina, partout vous faites la fierté du Mali. Que serait ce beau pays sans vous ? Que serait cette merveille de l'humanité sans votre bravoure ?

Malgré les difficultés sur le terrain, les pertes de vos frères d'armes, vous restez autant déterminés !

Ce n'est pas étonnant venant de vous, dignes descendants de Babemba Traoré, de Samory Touré, de Biton Coulibaly et de Fihroun Ag Alinsar !

C'est le sang de ces grands résistants qui coule dans vos veines, et qui effraie l'ennemi de toutes parts.

Votre combat pour le Mali, pour les générations actuelles et futures ne sera pas vain. Vos supplices sur les fronts, en cet hiver, dans ce froid, loin de vos familles, témoignent de votre sacrifice !

C'est ce dernier qui éloigne de jour en jour le Mali du précipice,

C'est grâce à votre engagement que nous avons aujourd'hui un peu de sérénité. Vivement, vivement, un Mali en paix et qui retrouve toute son unité !

Votre combat sera à jamais gravé dans nos cœurs et nos esprits pour l'éternité !

Que vive notre Maliba, que vive notre chère armée !

■ Adama Camara



## Mission de l'ONU au Mali : Washington veut réduire la mission, Paris et Moscou la défendent



**Le mandat de la Minusma expire en juin. Les Etats-Unis arguent qu'une force de maintien de la paix « n'est pas la réponse aux menaces terroristes ».**

Les Etats-Unis ont réclamé, mercredi 15 janvier, au Conseil de sécurité de l'ONU une refonte, avec sa réduction, de la Mission de paix de l'ONU au Mali (Minusma), une position rejetée par la France et la Russie. « Il est temps pour ce Conseil de commencer à développer une approche alternative pour faire face à l'instabilité croissante au Mali, a affirmé l'ambassadrice américaine adjointe à l'ONU, Cherith Norman Chalet. Nous devons reconnaître que les missions de maintien de la paix ne sont pas la réponse aux menaces terroristes croissantes au Mali. »

Les Etats-Unis, qui réfléchissent actuellement à une réduction de leur présence militaire en Afrique, mettent en cause régulièrement depuis 2018 l'utilité de la Minusma, une force de 15 000 casques bleus dotée d'un budget annuel de 1,2 milliard de dollars (1,07 milliard d'euros) et présente au Mali depuis 2013.

Mercredi, cette position s'est cependant accentuée et Cherith Norman Chalet a souligné que la Minusma devait arrêter de soutenir l'application d'un accord de paix signé en 2015 peu respecté par ses signataires. Elle devrait « se focaliser sur la protection des civils » et « la mission peut réduire sa taille », a insisté la diplomate.

La représentante des Etats-Unis a réclamé « une nouvelle approche qui rompe avec le statu quo » d'ici à juin, mois au cours duquel le mandat de la Minusma vient à expiration.

Cherith Norman Chalet a aussi exigé que l'ONU prenne des sanctions « contre les individus et entités issus de toutes les parties au conflit, incluant des responsables du gouvernement et des membres de groupes armés » qui contreviennent à l'accord de paix.

« Un outil très important »

Avant la réunion du Conseil, l'ambassadeur français à l'ONU, Nicolas de Rivière, avait souligné au contraire devant des médias que « la Minusma restait un outil très important. Nous continuerons à en avoir besoin et à la soutenir ».

L'ambassadeur adjoint de la Russie à l'ONU, Dmitri Polyanskiy, a rejeté catégoriquement devant le Conseil la demande américaine. « Nous ne sommes pas disposés à examiner des options pour une révision sérieuse

## 33ème session du comité de gestion des activités aéronautiques nationales du Mali : La cérémonie d'ouverture était présidée par le Ministre Ibrahima Abdoul LY.



Cette session, qui est aussi budgétaire, permettra de faire le bilan des activités menées par la Délégation de l'ASECNA au Mali pour l'exercice écoulé, et de tracer les perspectives pour l'année 2020. Deux interventions ont marqué le cérémonial d'ouverture. Il s'agit de celles du Chef de la Délégation de l'ASECNA et du Ministre des Transports et de la Mobilité Urbaine.

Dans son allocution d'ouverture, le Ministre M. Ibrahima Abdoul LY s'est félicité de l'atteinte des objectifs de performance réalisés par la Délégation de l'ASECNA au Mali.

Il a déclaré que les différents indicateurs, concernant la gestion du trafic, l'information aéronautique et le niveau de protection contre l'incendie, ont atteint le taux de 100% sur les aérodromes gérés par la Délégation de l'ASECNA.

Aussi, la collecte, le traitement et la diffusion des données météorologiques opérationnelles, ont atteint un taux de 99,96%.

Des résultats satisfaisants, le Ministre LY a demandé à ce que cette dynamique soit maintenue.

■ **Cellule Communication du MTMU !**  
**Source : Ministère des Transports et de la Mobilité Urbaine-Mali**

de ses paramètres de fonctionnement ou pour la réduction de sa présence », a-t-il asséné.

Intervenant au nom du Niger, de l'Afrique du Sud et de la Tunisie, les trois membres africains du Conseil, l'ambassadeur nigérien à l'ONU, Abdou Abarry, a salué pour sa part « les progrès » réalisés par le Mali. Il a aussi lancé « un appel aux partenaires bilatéraux et multilatéraux à renforcer leur soutien au gouvernement du Mali dans la mise en œuvre de l'accord de paix », demandant notamment « d'aider les forces de défense et de sécurité par le renforcement des capacités logistiques, opérationnelles et de renseignements ».



## Le PM Boubou Cissé aux gouverneurs et préfets : « Les élections se tiendront au premier semestre de cette année »



La victoire contre les forces du mal ne se gagnera pas par l'existence de sanctuaires inaccessibles. Après le sommet de Pau où plusieurs décisions ont été prises sur la crise au Sahel, entre autres le retour de l'administration sur les territoires menacés, le gouvernement semble mettre le pied sur l'accélérateur. Hier, mercredi 15 janvier 2020, à son cabinet, le Premier ministre Boubou Cissé s'est entretenu avec les gouverneurs des régions sur les orientations de la mise en œuvre des résolutions et recommandations issues du dialogue national inclusif. Le PM a fait d'importantes annonces concernant le retour de l'administration mais surtout l'organisation des élections législatives. C'était en présence du ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Boubacar Ba.

« Je voudrais, avant tout propos, vous transmettre les salutations et les encouragements du Président de la République, Chef de l'Etat. Vous êtes la colonne vertébrale, œuvre au quotidien pour maintenir et renforcer l'unité de notre Etat, sa cohésion, son autorité, son efficacité et son efficience dans la délivrance des prestations aux populations », a souligné le chef du gouvernement Boubou Cissé à l'entame de son allocution face aux gouverneurs et préfets.

Le Président de la République m'a chargé de vous dire son admiration, sa solidarité et de vous saluer à la hauteur de votre engagement pour le pays et de votre sacrifice qui n'ont d'égal que le niveau de conscience professionnel élevé avec lequel vous vous acquittez de votre devoir au service de l'Etat, les a-t-il encensés.

■ KADOASSO I.

## Issa Kaou N'djim, le coordinateur de la CMAS l'a clarifié hier dans un entretien : « L'Imam Mahmoud Dicko n'est candidat ni aux législatives ni à la présidentielle »

Après avoir dévoilé leur ambition de conquérir le pouvoir, Issa Kaou N'Djim, Coordinateur de la Coordination des Mouvements, Associations et Sympathisants de Mahmoud Dicko (CMAS), enlève toute équivoque sur l'éventuelle candidature de leur mentor. Selon

## Mines d'or au Mali : La production industrielle d'or a augmenté de 7 % en 2019



La production industrielle d'or du Mali a augmenté de 7 % en 2019 pour atteindre un record de 65,1 tonnes. C'est ce que rapporte le ministère des Mines qui a publié mercredi de nouvelles données sur les performances du secteur.

Selon Mamadou Sidibé, un cadre du ministère cité par Reuters, cette hausse serait en partie due au lancement de la production d'une mine importante appartenant à la société australienne Resolute Mining. Pourtant, selon les informations d'Ecofin, la compagnie a rencontré des problèmes en 2019 sur sa mine Syama ratant ses objectifs de production annuelle.

Avec les nouvelles prévisions de Resolute Mining qui s'attend à produire 260 000 onces d'or à Syama en 2020 (confirmant la mine comme son actif phare), il ne fait pas de doute que la production industrielle malienne continuera sur sa tendance haussière.

Le Mali est l'un des plus grands producteurs d'or d'Afrique derrière le Ghana, l'Afrique du Sud ou encore le Soudan. Avec une production artisanale estimée à 6 tonnes, ses volumes totaux dépasseraient les 71 tonnes l'an.

■ Louis-Nino Kansoun



lui, l'ancien président du Haut Conseil Islamique du Mali (HCIM) « l'imam Mahmoud Dicko n'est candidat à aucune élection, encore moins membre de la CMAS »

## SANTE : C3Medical ouvre ses portes !

Dans l'optique de participer à l'amélioration de la qualité des soins fournis aux populations, le président de la Coopération, Coordination et Care (C3Medical) a procédé, vendredi 15 novembre 2019, au lancement de l'implantation de son entreprise sur le sol malien. En effet, il s'agit surtout de faciliter et assurer la prise en charge possible aux coûts les plus justes afin de bénéficier des soins non disponibles localement.

**C**réée en 2011, C3Medical est une société française spécialisée dans l'organisation et l'optimisation de parcours de soins de patients internationaux en France et au Maroc. Pour mener à bien sa mission, la société fait bénéficier les patients d'un accès à un réseau médical de qualité, d'un accompagnement personnalisé et humain, d'une organisation de séjour adaptée incluant notamment le recours à l'ambulatoire totale sur les montants payés.

La société fournit également des conseils aux structures de soins locales (CHU et cliniques) et au Ministère de Santé pour la mise en œuvre de politiques ou de projets dans le domaine des soins, principalement autour des maladies chroniques, qu'elle a su développer avec les meilleurs établissements et professionnels français.

Pour être au plus près de ses clients, compagnies d'assurance, mutuelles, entreprises, institutions et particuliers, la société a décidé de s'implanter dans les pays dans lesquels elle opère. Elle a d'ores et déjà établi une présence au Maroc depuis 2014, au Tchad, au Gabon et République du Congo début 2019.

« Le Mali est notre bureau le plus récent. Cette présence locale nous permet de mieux comprendre les attentes ainsi que les spécificités liées au pays et à ses acteurs, pour proposer des offres et un suivi les plus adaptés », a indiqué Jérôme Soistier, Président du C3Médical.

A cet égard, il souhaitera, via ce bureau, créer un partenariat long avec notre pays. « Notre objectif est de permettre d'élever la qualité des soins reçus par les Maliens à l'extérieur, quand ils doivent partir mais



surtout dans le pays, grâce à des actions de transfert de compétence et d'accompagnement sur la durée », a-t-il poursuivi.

Pour ce faire, le bureau local, dirigé par Mme Ouloguem Fadima Tall, est d'ores et déjà très actif. Selon elle, plusieurs compatriotes ont déjà été pris en charge en France et au Maroc pour le traitement de pathologies diverses.

Pour elle, la société est en discussion avec plusieurs compagnies et institutions maliennes pour la signature de convention visant à optimiser le processus d'évacuation sanitaires souvent peu lisible et très coûteux, à développer des collaborations et des synergies internationales dans les domaines de la formation des médecins et dans le traitement de certains cas très lourds qui ne peuvent pas être traités à 100% localement dans le domaine de l'orthopédie, des cancers (pédiatriques, yeux, sarcomes, poumons, directs, etc.) des tumeurs cérébrales, de la cardiologie et de la chirurgie thoracique.

Pour terminer, la société C3Medical a développé son savoir-faire particulièrement dans la gestion des évacuations sanitaires et des parcours de soins de patients internationaux et l'accompagnement pour la mise en œuvre de structures de soins de référence notamment la formation, l'échange l'équipement et le partenariat.

■ Ibrahim Sanogo

A base d'eau Supermont et de sucre Naturel



**An Bé Gnogon Bolo**  
On est ensemble

**Malitel**  
Proche de vous



REJOIGNEZ LE 1<sup>ER</sup> OPÉRATEUR GLOBAL  
**DES TÉLÉCOMMUNICATIONS AU MALI.**

Malitel votre réseau favori

## Economie Sociale et Solidaire : Pour le renforcement des capacités



**Le lancement de la journée de promotion de la mutualité sociale et de l'AV+ de l'INPS auprès des faitières des organisations socioprofessionnelles, des Chambres consulaires, des syndicats et des grands réseaux du pays en perspective de l'opérationnalisation du régime d'assurance maladie universelle (RAMU) a eu lieu, hier, en présence du président Centre d'Appui à la Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire (CNAPESS), Kassoum Diabaté. Il s'agissait pour eux, de partager avec les participants l'utilité et les modalités d'adhésion à l'initiative.**

**C**ette activité vise la promotion de l'approche du CNAPESS en matière de la promotion de la mutualité sociale et de l'AV+ de l'INPS auprès des services techniques, des collectivités, de la société civile et des partenaires, en perspective de l'opérationnalisation du RAMU.

A ce titre, elle a pour objectif de partager la vision et les missions du CNAPESS en matière de promotion de l'ESS. En plus, elle partage avec les participants l'utilité, les spécificités et les modalités d'adhésion à la mutualité sociale et à l'AV+ de l'INPS

Pour le président du CNAPESS, les systèmes de la sécurité sociale du Mali se caractérisent par l'étroitesse de leurs champs d'application, tant au plan matériel que personnel. Ils ne

couvrent que certaines populations notamment les salariés du secteur formel et leurs ayants droits, a affirmé Kassoum Diabaté.

L'AMO avec ses 17% ne couvre que les fonctionnaires, les parlementaires, les militaires, les travailleurs régis par le code du Travail et les Retraités, a-t-il précisé.

Quant au RAMU, poursuivra-t-il, il prend en charge des soins de santé offerts aux personnes qui n'ont aucune capacité contributive et qui représente 5% de la population générale.

Pour une question d'équité et de la justice sociale, il a signalé que le Gouvernement malien s'est engagé dans le processus de réforme devant aboutir à l'instauration du RAMU pour

l'accès de tous aux soins de santé de qualité. « Nous voulons partager notre objectif à tout un chacun. Dans ce domaine, nous avons l'obligation d'initier, d'inventer et de trouver des solutions afin d'accélérer le rayonnement de ces acteurs qui ne sont pas couverts par l'AMO et RAMU. En perspective de l'opérationnalisation pour que ceux-ci puissent bénéficier de la protection sociale contre la maladie », a déclaré Kassoum Diabaté.

Par conséquent, la représentante du Réseau National d'Appui de l'Economie Sociale solidaire (RNAPESS), a souligné que l'initiative de ce projet est à encourager, dont le besoin existe. « S'il s'agit d'informer, de sensibiliser pour nous, on en a besoin surtout pour les faitières. Au Mali, on voyait que la couverture sociale ne concernait que les fonctionnaires. Mais, maintenant on a su avec l'Etat l'assurance volontaire avec laquelle les privés peuvent souscrire », a expliqué Mme Simpara Assitan Keita.

A ses conclusions, la représentante de RNAPESS souhaiterait qu'il y ait une large diffusion à l'information afin de trouver des solutions pour les acteurs qui n'ont pas été pris en charge.

En parlant des résultats attendus, la vision et les missions du CNAPESS sont partagées. En matière de promotion des produits mutuelle sociale et AV+ de l'INPS, son approche est bien appliquée. Enfin, l'utilité, les spécificités et les modalités d'adhésion à la mutualité sociale et de l'AV+ de l'INPS sont partagées avec les participants

■ Ibrahim Sanogo







## Mopti, Konna, Ségou : Le Ministre Jean-Claude Sidibé appréhende les activités en cours et le potentiel des centres de formation

**L**e Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Me Jean-Claude Sidibé, a bouclé en début de semaine une visite de terrain qui l'a conduit respectivement dans les régions de Mopti et de Ségou. A Ségou, la délégation qui comprenait le Directeur Général de l'APEJ, M. Yaya Dao, a été accueillie à Barbé le dimanche 12 janvier par les autorités régionales et la famille de l'emploi et de la formation professionnelle au grand complet. Le lundi 13 janvier dernier, le Ministre a présidé à l'Alliance Franco-Malienne de Mopti la cérémonie de lancement des formations en entrepreneuriat des jeunes non diplômés ou faiblement diplômés du PROCEJ, soit la 4<sup>e</sup> vague de ce programme. Le Ministre Sidibé avait autour de lui pour la circonstance outre ses proches collaborateurs, le conseiller aux affaires administratives et juridiques du Gouverneur de la Région de Mopti, le Directeur Général de l'APEJ, M. Yaya Dao, le Coordonnateur du Projet, M. Drissa Ballo, les Chefs de services régionaux, les élus et la hiérarchie des forces de défense et de sécurité. Au titre

des bénéficiaires, les jeunes étaient nombreux à la cérémonie.

### Promouvoir l'emploi-jeune par la solution entrepreneuriale

Dans son mot de bienvenue, le Maire adjoint de Mopti s'est félicité de l'attention particulière portée à sa collectivité nonobstant la situation difficile du pays et de la région en raison de l'insécurité qui a déstructuré et altéré les piliers de l'activité économique comme l'élevage, l'agriculture, la pêche et le tourisme.

Dans son exposé qui a suivi un film de témoignages de certains bénéficiaires d'une durée de 4 mn, le Directeur Général de l'APEJ a expliqué que la sous-composante exécutée par sa structure depuis 2015 a pour objectif de promouvoir l'emploi-jeune par la solution entrepreneuriale. Elle va donner une chance inouïe aux jeunes déscolarisés, peu ou pas diplômés comme aux autres jeunes diplômés. La composante Entrepreneuriat niveau 1 est prioritairement destinée aux sortants d'une

autre composante et aux jeunes déscolarisés, peu ou pas diplômés. A ce titre 3 000 micros entreprises seront appuyées ou créées pour un total d'environ 6 000 emplois dont 40 à 50% de jeunes femmes pour un coût de 3 milliards de FCFA.

Pour jouer toute sa partition, l'APEJ s'est attelée à la création du Comité de projet, la signature de l'accord de don subsidiaire, la tenue régulière des réunions du comité de projet, la création d'un vivier de 65 formateurs en entrepreneuriat des jeunes non scolarisés ou déscolarisés, la formation de 10 000 jeunes sur l'ensemble du territoire, la remise de capital/fonds de démarrage à 3 615 jeunes, le suivi-accompagnement sur 12 mois.

A la faveur de la revue à mi-parcours du PROCEJ jugée très satisfaisante pour ce qui concerne le volet de l'APEJ, il a été décidé de lui octroyer de nouvelles ressources en vue de former en entrepreneuriat les sortants des dispositifs de la DNFP et du FAFPA et allouer des kits à certains d'entre eux.

### 3 000 jeunes sélectionnés dans toutes les Régions dont 40% au nord

La vague 4 visera à former des jeunes candidats au fonds d'amorçage et sortants du programme décentralisé de formation de courte durée et de l'apprentissage mis en œuvre par la DNFP et le FAFPA.

Pour cela, l'APEJ s'appuiera sur le vivier de 65 formateurs pour la formation à l'entrepreneuriat à partir du niveau 1 de 2 500 jeunes (1 667 du Dispositif DNFP et 833 du dispositif informel du FAFPA) puis l'entrepreneuriat de niveau 2 pour 500 jeunes sortants du dispositif formel du FAFPA. Il s'agira également de remettre le fonds d'amorçage à 1 200 d'entre eux, accompagner vers le système de crédit à travers la mise en place d'une ligne de garantie pour 720 de ces entreprises bénéficiaires du fonds d'amorçage, assurer le suivi accompagnement des nouvelles entreprises par des prestataires privées pendant 12 mois (ONG et Bureaux d'études), mettre à jour 1 060 plans d'affaires des vagues 1 à 3 déjà bénéficiaires de kits pour solliciter un financement complémentaire au FARE et renforcer 500 micro ou petites entreprises (vagues 1 à 3) portées principalement par des femmes et personnes handicapées. Conformément aux secteurs prioritaires du PROCEJ, 77% des bénéficiaires évoluent dans le secteur de l'agroalimentaire suivi de l'artisanat qui occupe 15% des bénéficiaires contre 2% pour les BTP et 6% pour le Commerce. Malgré la situation sécuritaire, les bénéficiaires des Régions du Nord représentent 40% de l'effectif total.

### **L'APEJ félicitée pour ses performances dans la gouvernance du Projet**

Dans son discours de lancement, le Ministre Sidibé a remercié les partenaires du Projet dont la Banque Mondiale, l'UCP du PROCEJ, l'APEJ et les ONG pour la qualité de la gouvernance du Projet. Il a souligné que notre pays a l'un des taux de croissance démographique les plus élevés au monde avec une moyenne de 3% et plus de 6 enfants par femme. Cette pression démographique a logiquement des conséquences sur l'emploi notamment celui des jeunes qui constituent la frange la plus importante de la population.

Les jeunes du Mali comme à Mopti sont confrontés à des défis d'employabilité profondément enracinés et aggravés par la crise de 2012. Les entrepreneurs potentiels notamment les jeunes font face à plusieurs contraintes pour réaliser leur rêve. C'est justement à ce niveau, dira-t-il, que le Gouvernement du Mali à travers le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle a positionné l'APEJ

dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de Développement des Compétences et Emploi des Jeunes (PROCEJ).

Ainsi sur la base d'un accord de don subsidiaire, le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle a bien voulu confier à l'APEJ un montant de 5 millions de dollars soit 2,5 milliards de FCFA.

En effet, en décidant de dédier le mandant 2018-2023 à la jeunesse, à son employabilité et à son épanouissement, les plus hautes autorités poussent tous les acteurs à être plus ambitieux face aux défis du chômage des jeunes et à la rareté des ressources financières pour soutenir l'entrepreneuriat.

En effet, l'objectif de développement du PROCEJ consiste à améliorer l'éducation et la formation pour l'employabilité et les possibilités d'emploi créées par le secteur privé pour les jeunes au Mali. Ce projet s'articule autour de trois composantes à savoir l'éducation et la formation pour l'employabilité; la création d'emplois par le secteur privé pour les jeunes et le renforcement des capacités institutionnelles et de Gestion du Projet. De façon spécifique, le projet vise à créer des opportunités de création d'emplois pour les jeunes à travers l'entrepreneuriat et l'appui aux PME.

### **Des microentreprises résilientes**

Les appuis qui seront apportés à ces jeunes comprennent la sensibilisation sur les questions de l'entrepreneuriat, l'encadrement sur l'élaboration de plans d'affaires simples, et la fourniture de fonds de démarrage (dotation en capital d'environ 300 000 FCFA) tout en facilitant l'accès au microcrédit, l'assistance opérationnelle et l'encadrement sur 12 mois.

Des résultats probants ont été engrangés par l'APEJ au cours de la première phase du PROCEJ. En effet, l'APEJ a formé 10 000 jeunes sur les concepts de base de l'entrepreneuriat niveau 1 parmi lesquels 6 000 jeunes ont reçu une formation approfondie en entrepreneuriat (niveau 2) et 3 615 jeunes ont bénéficié de kits / fonds de démarrage dont 1 865 femmes soit 52% (sur une prévision de 40%) contre 1 750 hommes.

Une enquête de suivi des bénéficiaires du volet APEJ réalisée en 2019 sur les deux premières vagues fait ressortir que près de 85% des micros entreprises créées sont toujours en activité. Aussi, une évaluation de 500 entreprises

à renforcer est en cours depuis quelques semaines. L'Objectif de développement du Projet de Développement des Compétences et Emploi des Jeunes consiste à « améliorer l'éducation et la formation pour l'employabilité et les possibilités d'emploi créées par le secteur privé pour les jeunes au Mali ».

Avant de quitter Mopti, le ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle a visité un élevage financé par le PROCEJ à Mopti. Le jeune promoteur compte dans sa petite ferme quelques têtes de bovins.

### **Promouvoir l'insertion des jeunes au centre à travers l'approche HIMO et les kits d'emplois**

Le Ministre et sa délégation se sont rendus en compagnie des autorités régionales à Konna, 65 km de Mopti. Globalement les projets en cours à Konna visent à prévenir l'enrôlement des jeunes dans l'économie clandestine avec l'appui du PNUD, de la FAO et ONU Femmes. Le Ministre Me Jean Claude Sidibé a visité sur place le chantier école de la réalisation d'une piste rurale à Konna exécutée par l'Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes. Il était assisté pour l'occasion du représentant du Gouverneur de la 5<sup>e</sup> région, d'une équipe de l'unité de coordination du PROCEJ, du Directeur Général de l'APEJ M. Yaya Dao et des autorités locales dont le Maire.

Le Projet « Emplois et Jeunes pour la paix » a été initié par le gouvernement malien et ses partenaires et financé par Peace Building Fund (Fonds de consolidation de la paix des Nations Unies) en vue de créer des opportunités pour stabiliser la zone centre.

Le projet est basé sur l'hypothèse que l'épanouissement économique des jeunes, couplé avec leur épanouissement social et « politique » au sein des communautés par un rôle accru dans la prise de décision, est à même de réduire l'implication de certains d'entre eux dans la violence armée et peut être un facteur de stabilité et de pacification du Mali.

Il est mis en œuvre conjointement entre l'équipe pays du Système des Nations Unies au Mali à travers le PNUD, la FAO et l'ONU Femmes en étroite collaboration avec le Ministère de l'Emploi et de la formation professionnelle et les collectivités territoriales dans deux cercles de la région de Mopti et où des



interventions complémentaires d'autres acteurs sont prévues.

Il vise dans sa composante amélioration de la situation économique l'emploi saisonnier de 500 jeunes à risque à travers leur engagement dans les travaux à haute intensité de main d'œuvre (HIMO) et 400 dans les activités génératrices de revenus (AGR) au niveau de six communes des cercles de Mopti et Ténenkou.

### **Un investissement de près de 200 millions FCFA**

La mise en œuvre de ces activités par le ministère à travers l'Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (APEJ) sera faite dans ces 06 communes des cercles de Mopti et de Ténenkou à savoir Konna, Korombana, Oroubédoungé, Tonguérou-coumbé, Diafarabé et Ténenkou pour un montant global de 177 429 760 FCFA.

L'objectif est d'améliorer la situation économique des jeunes marginalisés dans la région de Mopti à travers la mobilisation et l'encadrement des 500 jeunes dans les travaux à Haute intensité de Main d'œuvre et l'octroi de micro-subventions aux 400 jeunes dont 160 filles. En outre, 4 unités de transformations seront mises en places pour la transformation des produits locaux.

Le projet étant basé sur une approche participative, il a été jugé nécessaire de procéder d'abord à la mise en place des comités de suivi dans chaque commune. Ledit comité est chargé de mettre en œuvre toutes les activités afférentes au projet. Il s'agit de la sélection des jeunes, l'identification des activités HIMO, le suivi et le déroulement des travaux. Tous les comités communaux ont été mis en place dans les 6 communes d'intervention.

Conformément à l'idée du projet qui vise à promouvoir une approche participative, le choix a été donné à chaque commune d'intervention du projet d'identifier les activités HIMO à réaliser dans les communes. Ce travail a été fait en amont selon le besoin des populations en rapport avec le comité de suivi mis en œuvre dans chacune des communes bénéficiaires du Projet.

La situation des activités HIMO porte sur le traitement des nids de poule de la route Konna-Balèwo et la canalisation des eaux usées. A Oroubédoungé, il porte sur la réfection de la route Sendegué-Barkanelbi, longue

de 10 Km (remblayage des trous) et la Réfection de la route Sendegué-Barkanelbi, longue de 15 Km (déblayage des cailloux). A Korombana il s'agit du désensablement de la route principale de Korientzé et l'organisation des journées de salubrité. A Ténenkou le projet porte sur le débouchage du quai de Ténenkou, la protection de la digue de ceinture de Diafarabé long de 3 km ainsi que le curage et nettoyage des caniveaux. A Toguéré il porte sur le désensablement du fleuve à Diaka « Maayokumbe ».

Dans la commune rurale de Konna, les activités ont été lancées le 14 décembre 2019 en présence des autorités communales, des organisations de femmes et de jeunes ainsi que du comité de suivi des activités dudit projet.

### **Formation pour l'acquisition de compétences pour les collectivités**

Les Autorités administratives en charge de la commune et les jeunes bénéficiaires ont apprécié cette initiative de l'APEJ et le Projet PNUD sur le choix porté sur la commune de Konna au regard des opportunités économiques qui deviennent de plus en plus rares. Au total, près de 60 jeunes dont 42 hommes sont engagés sur le site pour exécuter les travaux de réhabilitation de la piste rurale longue de 3 km. Cette piste est d'une part l'une des voies les plus fréquentées par les populations riveraines de Konna pendant les foires hebdomadaires. Les activités suivantes ont été développées autour du projet : traitement des nids de poule, remblayage et dallage, transport de latérites et graviers sur le site par les jeunes à travers les charrettes d'une distance de 8 km, désherbages de la piste pour faciliter la visibilité, transport d'eau par les groupes femmes engagés sur le site; arrosage.

Au cours de sa visite, le Ministre a procédé à la remise symbolique de kits agroalimentaires au Groupement de femmes bénéficiaire des interventions de l'APEJ et du PROCEJ. La formation des cent femmes a été assurée par le PROCEJ et les kits par l'APEJ. Le Maire de Konna a remercié le Gouvernement à travers le Ministre Jean Claude Sidibé et l'ensemble des partenaires pour ces différents projets au bénéfice de sa collectivité. Il s'est engagé à accompagner les femmes dans le cadre des besoins de formation professionnelle en sa-

vonnerie et teinture notamment. La population locale sortie massivement a manifesté sa satisfaction à travers un accueil mémorable. Les femmes ont également exprimé leur grande satisfaction.

### **Visites sociales à Konna**

En marge des cérémonies officielles, le Ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle s'est rendu dans la famille Kébé pour présenter ses condoléances suite à la perte de l'ancien Directeur Général de l'Agence pour la promotion de l'emploi des jeunes, décédé le 12 mai 2019 à Bamako et qui repose depuis à Konna.

Après la famille Kébé, le ministre a rendu les honneurs au chef de village assisté de ses conseillers au nom du Président de la République et de l'ensemble du Gouvernement. L'Assemblée a fait des bénédictions pour la nation et le retour de la paix et de la quiétude.

### **Visite de centres de formation à Ségo**

A Ségo, le 14 janvier 2020, le Ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Me Jean Claude Sidibé, a visité le centre de formation professionnelle Maridié Niaré. Ce centre accueille 100 apprenants. Avant de quitter le centre, le Ministre a engagé ses structures techniques à accompagner le centre en termes d'apprenants, de suivi et d'insertion professionnelle.

Le Ministre s'est ensuite rendu au centre de formation professionnelle du camp militaire de Bapho (créé en 2010). Ce centre réalisé grâce au concours de la coopération germanique est spécialisé en mécanique auto, électricité, maçonnerie, soudure, menuiserie bois pour une capacité 120 apprenants. Il est bien équipé pour la pratique mais manque d'effectifs en raison surtout d'un malentendu avec les écoles privées.

Les élèves en formation initiale sortent avec des diplômes de niveau CAP en Mécanique automobile, Electricité bâtiment, Maçonnerie. Et ceux qui suivent une formation continue obtiennent des diplômes de Menuiserie bois et formation des bourreliers ou encore de Mécanique générale et soudure. Le centre a déjà formé 165 sortants. Deux promotions de 54 apprenants sont en cours présentement.

La contribution du Génie se fait essentiellement à travers des travaux de BTP en termes d'exécution et d'études. Cette contribution au développement s'étend au sens du schéma défini dans les différents programmes d'activités du gouvernement à savoir l'accomplissement des activités qui concourent aux objectifs d'un programme sectoriel du gouvernement.

La devise du génie militaire est « Construire – Parfois détruire –Toujours servir ». Ce centre est reconnu non seulement par le milieu professionnel, mais aussi par le Ministère de l'Education Nationale comme un moteur actif du développement socioprofessionnel au Mali. Il accueille aussi bien les militaires que les civils.

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle a ensuite visité une université agricole privée dénommée ESAP en présence du maire de Pélengana, Mme Mariam Bamba, le représentant du Gouverneur, plusieurs autres personnalités dont le président du Conseil régional. L'Ecole supérieure privée Agro Sylvio

Pastorale ou AGRI SUP a vu le jour en 2019 sous l'égide de M. Jules KONE, son promoteur. L'université est bâtie sur 0,5 ha, une ferme de 2,5 ha pour les applications en productions végétale et animale a été aménagée ainsi qu'une résidence pour les formateurs.

Au cours de la cérémonie, l'ancien Secrétaire Exécutif du CILSS, le Professeur Alhousseïni Bretaudeau a été investi premier Président de l'Université par le Ministre qui lui a remis la toge et le bâton de commandement. Après AGRI SUP, le ministre a visité deux micros entreprises avicoles financées par le PROCEJ. Il a encouragé les jeunes promoteurs à d'avantage d'abnégation.

### Rencontre avec les services techniques régionaux

La délégation du Ministre s'est rendue le mardi, 14 janvier 2020, à la Direction régionale de l'emploi et de la formation professionnelle (DIREFOP) de Ségou. Sur place, le ministre Sidibé a échangé avec les directeurs régionaux

et les responsables des projets et programmes. Le représentant du syndicat a également abordé certaines doléances dont l'intégration des contractuels.

Au cours de cette rencontre, la direction régionale de l'emploi et de la formation professionnelle, l'APEJ, l'ANPE, le FAFPA, ACEFOR et LUX DEV ont exposé les bilans de leurs réalisations en 2019, les perspectives et les difficultés. Le Coordonateur régional de l'APEJ a mis l'accent sur les stages offerts aux jeunes dont essentiellement les jeunes femmes, le financement des projets notamment à travers Lux Dev et le PIC III avec un taux de remboursement de 95%, la sensibilisation à l'entrepreneuriat.

Le président du Conseil régional M. Yaya Bamba, a pris part à cette rencontre en axant son intervention sur la synergie d'actions avec les services du Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle dans la Région.

■ CICOM APEJ 16 01 2020

**SAER EMPLOI**  
SOCIÉTÉ AFRICAINE D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Leader des services de Gestion des Ressources Humaines et Paie en Afrique de l'Ouest



## Adama Fomba, porte-parole des Syndicats signataires du 15 octobre 2016 : « Nous avons été obligés, par le gouvernement, d'aller en grève »



Le porte-parole des syndicats de l'éducation, signataires du 15 octobre 2016, Adama Fomba, s'est prononcé sur le mouvement de grève qui paralyse l'éducation malienne depuis quelques jours. Une grève qui se trouve au centre de toutes les inquiétudes au sein de la société malienne. Mais les syndicats rejettent la faute aux autorités de la République.

■ ■ Nous ne demandons ni 10% ni 5% ; nous demandons 20% pour l'année 2019 et 9% à partir de 2021, comme c'est le cas chez les autres fonctionnaires. C'est ce qui nous revient de

droit. Nous ne demandons ni plus ni moins », a précisé Adama Fomba au micro de Abdoulaye Koné, journaliste malien, ce mardi 14 janvier 2020.

Revenant sur le motif de la grève de cette année, Adama Fomba indique que « La parole donnée n'a pas été respectée » par les autorités maliennes. D'après ses explications, la loi 007 du 16 janvier 2018 stipulait que toutes les augmentations sur le salaire des fonctionnaires régis par le statut général seraient pareilles pour ceux régis par le statut particulier, notamment les enseignants. Selon le porte-parole des syndicats signataires, l'article 39 du statut des enseignants est clair : « Toute majoration des rémunérations des fonc-

tionnaires relevant du statut général s'applique de plein droit au personnel enseignant de l'enseignement fondamental, secondaire, de l'éducation préscolaire et spéciale ».

Mauvaise volonté ou étouffement de l'État par l'effort de guerre ? En tout cas, selon Adama Fomba, le Premier ministre a rencontré les syndicats le 4 octobre 2019 et leur a promis l'application de l'article 39 de ce statut d'ici la fin de l'année 2019. La même promesse a été réitérée par le président de la République lors de la Journée mondiale de l'Enseignant, le 5 octobre.

Adama Fomba éclaire la lanterne des citoyens maliens en leur faisant comprendre que des rencontres ont bien eu lieu entre le gouvernement et les syndicats signataires. Mais, dit-il, les deux propositions faites par le gouvernement ne valaient pas 10%. Or, les enseignants demandent une augmentation de 20%. C'est en raison de tous ces paramètres que le porte-parole des syndicats a laissé entendre : « Nous avons été obligés par le gouvernement d'aller en grève. »

Pour montrer la bonne foi des enseignants à accompagner les élèves, Adama Fomba a saisi cette occasion pour souligner toutes les démarches effectuées par les syndicats auprès des parents d'élèves et autres regroupements, durant les vacances scolaires dernières. Tout cela, afin d'éviter ces perturbations qui font grincer des dents contre les enseignants.

Se prononçant sur les manifestations récentes de la part des élèves, parents d'élèves ainsi que de la société civile, un peu partout dans le pays, le porte-parole des syndicats montre un point commun entre les revendications de ces manifestants et celles des enseignants, à savoir le combat pour le respect du droit : « Nous pensons aujourd'hui que nous sommes dans le même bateau que la société civile, les élèves et les parents d'élèves puisque nous revendiquons tous nos droits », a précisé Adama Fomba.

■ TOGOLA



## Gouvernance au Mali : Le MPRD critique la gouvernance malienne



**A l'issue des travaux du Dialogue National Inclusif, le Mouvement Populaire pour la République et la Démocratie (MPRD) a affirmé que leurs doléances n'ont pas été prises en compte, notamment sur les conclusions scellées de ces différents travaux. Face à cette indignation, le Secrétaire politique du parti, Kalil Sarmoye Cissé, a décidé d'organiser une conférence de presse pour prendre à témoin l'opinion nationale et internationale de cet état de fait qui n'honore pas la démocratie malienne.**

**P**our le Secrétaire politique, il y a eu trop d'irresponsabilité et de démission déléguée. C'est ce qui explique pourquoi nos ennemis aux multiples casquettes ont profité des fissures déjà ouvertes pour s'en prendre à nos frères d'armes, à nos familles. Pour ce faire, il a demandé au peuple malien d'avoir une pensée pieuse, à titre de reconnaissance, pour leur sacrifice fait à la nation. Dans cette logique, selon lui, le MPRD œuvre et se soucie d'échafauder un plan de sortie de crise. « Au cours du Dialogue National Inclusif, des propositions, lors des débats, ont été faites sur plusieurs aspects thématiques de la part de nos délégués mobilisés à cet effet », a expliqué Kalil S Cissé.

Le Secrétaire politique du MPRD constatera que le Dialogue National Inclusif est le pire des massacres que notre pays a eu le malheur d'abriter pour une sortie sans ombres des problèmes endogènes et exogènes qui minent ses fondements.

En parlant de sécurité, paix et cohésion sociale,

nous avons demandé à ce qu'on discute avec tous les Maliens, notamment Iyad Agaly et Amadou Kounfa. A cet égard, il a exigé le départ immédiat des forces Barkhane et de la MINUSMA parce qu'il considère que l'ampleur de la crise sécuritaire et que l'incompétence et l'hypocrisie de la communauté internationale sont avérées.

Pour la stabilité de notre pays, il a proposé l'accélération de la mise en œuvre de l'accord de coopération militaire signé entre le Mali et la Russie, le 25 juin 2019, conformément au cri de cœur des 8 804 849 Maliens signataires des pétitions dont l'objectif principal est d'exhorter l'Etat à renouer cette coopération.

Toutefois, il a exprimé son désaccord par rapport à l'arrivée de l'opération TAKUBA. Selon lui, cette dernière est en réalité une force d'occupation de l'OTAN.

Dans le cadre du processus de DDR, le Secrétaire politique du MPRD a proposé de réviser l'accord d'Alger pour mettre les choses à l'état antérieur et demander aux groupes irrédentistes de se désarmer.

S'agissant de l'aspect politique et institutionnel, la politique de création des régions doit se poursuivre et ne doit pas se limiter à quelques arpents des sous régions où des agglomérations ne respectent pas souvent les conditions d'éligibilité pour en être véritablement des régions, a-t-il estimé.

Malgré l'existence disparate et désordonnée des partis politiques au Mali, dira-t-il, le parti MPRD propose à l'Etat de revoir la sphère des partis politiques et de créer les conditions de regroupement de ceux-ci au regard de leur sensibilité et de leur conviction.

Sur le plan économique et financier, le MPRD a décrié la stérilité des ressources maliennes due à la passation des contrats d'exploitation mal négociés et qui profitent davantage aux multinationales, a-t-il dénoncé.

« Nous exigeons de la part de l'Etat malien qu'il y ait un équilibre dans le partage des dividendes de nos ressources. Notre économie est très fragile, il n'y a pas assez de productions et les impôts ne sont pas payés convenablement », a déclaré Kalil S Cissé.

Selon lui, l'Etat est souvent obligé de s'endetter pour faire face aux charges échappant à la prise en charge par le budget global. Il recommande que le Gouvernement joue son rôle régalien et se contente des ressources qui viennent du PIB malien.

Au cours de son débat, il a déploré l'absence de prévision dans la politique budgétaire de l'Etat et dans la gestion des ressources qui permettent le financement des programmes multisectoriels sur fonds propres.

Par ailleurs, le parti exhorte l'Etat à revoir les résolutions des travaux pour y introduire des manquements, en termes de contributions, au-delà de toute coloration politique, qui comptent aussi dans l'édification de la nation.

« Nous lançons un appel aux partis politiques, aux regroupements et aux personnes ressources ayant participé à ce dialogue et qui se sont sentis marginalisés ou censurés, de s'allier au parti MPRD pour dénoncer ce qui s'est passé, car l'histoire jugera chacun d'entre nous », a-t-il conclu.

Le MPRD est un parti émergent, créé en 2017, conformément aux dispositions de la loi N°05-047/ du 15 août 2015, à la différence des autres partis et au regard de la nouvelle donne politique.

Il a pour mission d'assurer la formation civique et politique des citoyens en général et de ses militants en particulier. Ensuite, il cherche à consolider et approfondir le processus de démocratisation au Mali et bâtir une société de justice et de prospérité, d'accès égal à l'éducation, à la santé, au travail et aux moyens de communication. Enfin, il a pour mission de promouvoir au Mali une économie sociale de marché et une intégration économique et socioculturelle cohérente et durable, au profit de peuple.

■ Ibrahim Sanogo



## Liberté religieuse et exercice du culte : Thierno Hass, le ministre incompris !

La fin de la semaine a été très mouvementée pour le ministre Thierno Amadou Oumar Hass Diallo et les associations religieuses de confession musulmane. La chronique a été défrayée par un prétendu projet de loi visant à interdire les prières de rue. Il n'en fallait pas plus pour que, dans une correspondance en date du 8 janvier, le Haut conseil islamique et d'autres faïtières décident de rejeter le projet texte sur l'organisation de la liberté religieuse et l'exercice du culte au Mali. A la faveur d'une rencontre, l'esprit de la décision du ministre a été expliqué.

■ ■ Ledit projet, dans beaucoup de ses dispositions, est restrictif des libertés religieuses et jure avec l'exercice pacifique des cultes qu'a toujours connu notre pays. » Telle est la raison évoquée dans la lettre du Haut conseil islamique pour rejeter le projet de loi proposé par le ministère des Affaires religieuses et du Culte.

La lettre, signée des mains du secrétaire général de l'institution, Mamadou Diamoutani, précise que cette décision est celle du Haut conseil, de l'Amupi, de Limama, du Groupement des leaders spirituels musulmans du Mali, de la Ligue des prédicateurs du Mali, de l'Unafem et de l'Union des jeunes musulmans du Mali. Aussi, Diamoutani affirme-t-il que pour eux, ledit projet de loi est inopportun. En conséquence, ils recommandent son abandon, en attendant que le pays retrouve sa stabilité et qu'une autre initiative allant dans le sens de la réaffirmation de la liberté religieuse soit prise par les structures faïtières des organisations religieuses et le département en charge du Culte.

Cette prise de position des associations religieuses n'est pas pour arranger les choses, dans la mesure où certains ont même appelé à la démission du ministre Thierno Amadou Oumar Hass Diallo. Sur les réseaux sociaux,



d'aucuns l'ont accusé de vouloir pervertir la pratique religieuse au Mali.

Des sources proches du département en charge des Affaires religieuses expliquent qu'en réalité, il y a eu de la désinformation et de l'intox dans cette affaire. Elles expliquent que des gens malveillants auraient fait croire aux imams que le ministre Diallo s'apprêterait à proposer un projet visant à interdire les prières de rue, aux alentours des mosquées. Mais en réalité, il n'en serait rien. Le ministre proposerait plutôt aux imams de prendre des dispositions pour encadrer, donc sécuriser ces prières, surtout dans le contexte d'insécurité que connaît le pays. Cette version est partagée par le président de l'Union des jeunes musulmans du Mali, Mohamed Macky Bah. Il explique aussi qu'il n'y a jamais eu de réunion des faïtières pour parler de la question. Aussi, le jeune leader religieux se dit-il étonné de voir le nom de son organisation

dans la lettre du Haut conseil islamique.

Alors, qui avait intérêt à manipuler l'opinion et les religieux avec un sujet aussi sensible ?

Pour sûr, ce projet de Loi risque de ne jamais voir le jour, surtout lorsqu'on sait le poids de ces leaders musulmans au Mali et leur influence sur les politiques. A titre d'exemple, ils s'étaient farouchement opposés au fameux projet du Code de la famille et, très récemment, à l'introduction d'un module de formation dans l'enseignement, dénommé "Education sexuelle complète". Ces deux projets ont été vite abandonnés par les autorités.

Thierno dérange qui ? Est-on en droit de demander. Si l'on sait que cette situation aurait pu dégénérer et avoir des conséquences très fâcheuses.

Dieu veuille !

■ Harber MAIGA

## Lutte contre le terrorisme : Que faut-il attendre du Sommet de Pau ?

**Tout ? Pas grand-chose ? Entre les deux ? Dans ce dernier cas, où faut-il placer le curseur ? Examinons les éclairages de MACRON.**

**M**ais avant toute chose, ce sommet était-il un tête-à-tête entre MACRON et les chefs d'Etat des cinq pays dit du Sahel ? Ou alors une entreprise de plus grande envergure où le président français n'est que l'exécutif ? Un événement de dimensions mondiales en Somme ? Au départ, il y a la montée en puissance de l'« antifrancisme » primaire, épidermique et extrême. MACRON couvait, on va l'apprendre, de cette singularité de la France parmi les pays et entités venues sur le sol de l'Afrique de l'ouest combattre le terrorisme une grosse aigreur.

En effet, le pays du cassoulet n'est pas le seul à venir prétendre guerroyer contre la terreur sur le continent noir. Car, en plus de l'Hexagone, bien d'autres pays européens sont présents au Mali, par exemple. L'EUTM (European union training mission) comprend toutes les nationalités européennes. Par ailleurs les soldats d'autres continents ont envoyé des contingents au Mali. Sans oublier la force onusienne, la Minusma.

Même la Chine ex populaire a dépêché ses ressortissants pour venir aider à « stabiliser et à favoriser le retour de la paix au Mali » et par voie de conséquence dans la zone.

Mais, c'est la France qui est stigmatisée et vouée aux gémonies. C'est elle qui est interpellée avec véhémence pour se faire le bouc émissaire sur lequel on lance tous les quolibets. Et même après la mort, « par accident », de 13 soldats lancés aux trousses des jihadistes, les africains n'ont pas observé la moindre trêve dans leur lapidation de la France. Aussi bien dans la rue, sur la grande toile et, suprême goujaterie, même dans la bouche des officiels. MACRON, qui avait visiblement encaissé, s'est lâché en Grande Bretagne sous la question d'un journaliste. La suite, on la connaît. Et elle a accouché d'un sommet à Pau.

### Les populations pas du tout satisfaites de la France

Au passage, MACRON a-t-il naturellement explosé sous la question d'un journaliste pour sortir ce qu'il a dit ce jour là ou a-t-il joué du cinéma ? Était-il en mission ou l'initiative vient-elle de lui véritablement ? On voit que c'est

après le sommet que les USA ont annoncé le départ de leurs forces de la zone.

Or, la France ne peut pas agir militairement sans eux. Par exemple, les engins de guerre français ne peuvent pas voler sans l'assistance américaine. D'où l'affolement du président français à cette annonce américaine. Pareil pour le renseignement et la communication. C'est pour cela qu'il a déjà dépêché un émissaire spécial auprès du maître de la Maison blanche pour le supplier de ne pas mettre ses menaces en exécution. On attend la suite. On attend la suite, aussi bien du côté des américains (pour voir des changements) mais aussi de celui des autres ; à commencer par la France. Car l'administration TRUMP n'est pas du tout satisfait de la Minusma et de ce qui se fait en matière de lutte contre le terrorisme dans la zone.

De leur côté, les populations, de plus en plus soumises au pire en Afrique de l'ouest, sont loin d'être satisfaites de ce qui se fait. Ils se demandent : qu'est donc venue faire la France chez nous ? La situation empire au fur et à mesure que le nombre et les moyens dont disposent les forces étrangères augmentent. Augmente aussi la capacité des terroristes et des Jihadistes à tuer en masse. En même temps, les capacités de nos militaires à se défendre et à défendre les populations baissent. On se demande donc qu'est-ce que la France, c'est elle qui concentre sur elle les ressenti-





ments, est venue faire. MACRON a répondu à leur question lors de la conférence de presse qui a suivi la fin du sommet.

### Tout ce tralala, c'est pour assouvir sa vanité ?

C'est lui-même qui s'est posé la question : « Pourquoi la France est au Sahel ? ». Et il ajoute lui-même : « cette question qui est souvent venue ». MACRON enchaîne : « pour deux raisons ». Il s'agit d'abord de la lutte contre le terrorisme. « La deuxième est que nous sommes là pour permettre aux États sahéliers d'assumer leur pleine souveraineté sur leur territoire ». MACRON ajoute que « c'est ce qui est rappelé par la déclaration commune qui vous ai soumise et que nous venons ensemble d'agrèer ». Et MACRON précise que « c'est le choix, la décision, la demande des États souverains pour préserver leur souveraineté de faire appel à des amis, des alliés pour combattre justement ces groupes armés terroristes ».

Pour lui, « aujourd'hui, à travers la déclaration que nous adoptons, les chefs d'État du G5 Sahel ont exprimé leur souhait de la poursuite de l'engagement militaire de la France à travers Barkhane, des forces d'engagements, de la présence européenne et de tous les alliés dans le cadre de cette coalition ».

Que peut-on tirer de ces éclairages du président français ? D'abord, qu'il n'y a rien de nouveau. MACRON n'a pris aucun engagement pour promettre que lui et les autres forces feront mieux. Les autres ? Oui, MACRON parle au nom des autres. Il est donc était jusqu'à ce en mission sans ordre de mission de la part des bénéficiaires : nous. Last not least, la demande de MACRON adressée aux chefs d'État du G5 africain, pour lui adresser une demande signée, est une quête puérile de légitimité. HOLLANDE a reçu une demande pour venir aider. C'est légitimant. Les NU aussi avaient reçu une demande. Cela légitime la Minusma. Lui, MACRON, il n'avait rien reçu. C'est désormais chose faite. Lui, il a obtenu ce lui manquait, est comblé. Nous, nous n'avons rien à attendre.

■ Amadou TALL

## Mouvement IR-GANDA : L'heure des perspectives !



**Suite à sa deuxième assemblée générale, tenue les 27, 28 et 29 décembre 2019, qui a regroupé environ trois mille participants de toutes les communautés en provenance des localités de l'ensemble des régions du Mali et singulièrement celle de Gao, Tombouctou, Taoudéni, Ménaka, Kidal, Mopti et de la Diaspora, l'association des communautés de culture songhoï en mouvement IR-Ganda était face à la presse.**

L'objectif était de présenter les recommandations retenues à l'issue de ladite assemblée et de présenter le nouveau bureau exécutif IR Ganda mis en place. C'était à la Maison de la Presse de Bamako, le 15 Janvier 2020, sous la direction d'Ousmane Issoufi Maïga, président du mouvement IR GANDA, qui avait à ses côtés les membres du bureau exécutif.

Rassembler tous les Maliens pour un Mali harmonieux, telle est la vision des membres de l'espace IR-Ganda qui est un mouvement apolitique à but non lucratif.

Au cours des travaux, les ateliers thématiques tenus le samedi 28 décembre, au Centre Ahmed Baba de Tombouctou, s'articulaient autour de plusieurs thématiques telles que la sécurité,

la paix et la cohésion sociale, les enjeux de la régionalisation, la sécurité alimentaire dans les zones arides, semi arides et sahélo sahariennes, etc.

Ainsi, sur la thématique culture, les participants ont recommandé, entre autres, la réalisation d'un ouvrage didactique sur les manuscrits et la prise en charge dans les curricula dans tous les ordres d'enseignement comme en Afrique du Sud, au Maroc et en Egypte, ainsi que la pérennisation de l'héritage des ancêtres en matière de résolution de conflits.

Les recommandations des participants autour de la sécurité est la mise en place d'instances de dialogue dans chaque cercle (deux rencontres intercommunautaires et une troisième rencontre d'évaluation des dites rencontres) et d'un cadre national fédérateur dont la prise en charge sera assurée par les populations. Aussi, la mise en œuvre du plan d'actions sur les questions de sécurité.

Concernant la régionalisation, les participants souhaitent, entre autres, la poursuite des échanges sur les avantages et les inconvénients de la régionalisation, la prise en charge par Ir Ganda des actions de sensibilisations dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord pour la paix et cela en rapport avec les autorités et tous les acteurs concernés.

Sur la question de la sécurité alimentaire, ils recommandent l'encadrement des populations en vue d'une meilleure exploitation de potentialités de leur région respective, l'identification

par tous les ressortissants de l'espace Ir Ganda des projets porteurs dans le secteur agricole en vue d'assurer la sécurité alimentaire de leur terroir.

Quant à l'environnement et le développement durable, les participants ont recommandé la protection du fleuve Niger et la mise en place d'une réglementation appropriée en matière de pêche, la plantation d'arbres aux fins de protéger les berges et la revitalisation du couvert végétal indispensable au développement de l'élevage, entre autres.

La question de la Diaspora a également été prise en compte. Sur la diaspora et le financement des projets, les recommandations formulées sont : l'organisation d'un atelier dans un pays d'accueil des ressortissants d'Ir Ganda en vue d'identifier des projets prioritaires et de dégager des solutions pour leur réalisation. La création d'une banque d'investissement dans l'espace Ir Ganda pour financer le développement rural et mettre fin à l'assistance alimentaire.

■ Ibrahim Sanogo



**SAMA**  
transfert d'argent

# Transfert d'argent

**ECONOMISEZ JUSQU'À**  
**40%**  
**SUR VOS FRAIS DE**  
**TRANSFERT D'ARGENT**

[www.sama.money](http://www.sama.money)

The advertisement features a woman in a black hijab and a red top smiling. The background is a mix of green, yellow, and dark blue. The text is in white and yellow, with the percentage '40%' being the largest and most prominent.



## Meeting de soutien aux FAMA : Le peuple sonne la mobilisation !



Plusieurs milliers de personnes ont répondu présent à l'appel des organisations de la société civile et de l'opposition pour le meeting du vendredi, 15 novembre 2019, sur la place de l'indépendance. Il s'agissait pour eux d'apporter leur soutien indéfectible à l'armée malienne, de demander aux autorités du pays de les équiper et de dénoncer la position indécise de la France sur la gestion de crise malienne.

**A**près les séries d'attaques contre les positions des forces armées maliennes ces dernières semaines, les leaders politiques et les organisations veulent par cette mobilisation montrer à la face du monde que le peuple malien est déterminé à soutenir son armée pour mener une lutte implacable contre le terrorisme. C'est dans cette optique que ce meeting a été organisé non seulement pour témoigner de leur soutien aux FAMA mais aussi de fustiger la mauvaise gouvernance qui a pris de l'ascenseur au Mali. « Halte aux tueries de nos militaires », « la France est un Etat terroriste », « Kidal doit revenir au Mali », « le Mali est un et indivisible », voilà autant de slogans qu'on pouvait lire sur les placards. Plusieurs personnalités ont pris part à ce grand rassem-

blement de défense de la patrie pour alerter les plus hautes sur les mesures à prendre pour faire face à la crise sécuritaire qui secoue le Mali depuis des années. Sans ambages, ils ont dénoncé le comportement peu orthodoxe des forces étrangères qui selon eux ne s'investissent pas sincèrement pour mettre fin à la crise malienne.

Pour Madame Sy Kadiatou Sow, présidente de l'Adema Association, le peuple est estropié par ces tueries interminables des forces de défense et de sécurité malienne. « **Les Maliens sont en colère et n'ont plus d'espoir. Mais, sachons raison garder, œuvrons tous pour que notre cher pays ne sombre pas dans la trahison. Pour la situation de Kidal, nous savons tous que c'est la France qui est à la base de tous les agissements des groupes terroristes qui sévissent. Le peuple a tout compris et désormais, il prendra son destin en main. Nous invitons le président à écouter le cri de cœur du peuple avant d'écouter une autre personne car il a été mandaté par les Maliens. Toutes les forces étrangères présentes sur le sol malien ne visent que leurs intérêts abjects. Nous demandons à la communauté internationale de laisser les Maliens discuter entre eux afin de trouver un compromis**

pour une paix durable », a-t-elle dit.

Aux dires de Soumaïla Cissé, chef de file de l'Opposition, la crise multiforme que vit le Mali depuis de nombreuses années est la résultante de la mauvaise gouvernance. En outre, cette mauvaise gouvernance est caractérisée notamment par des détournements des sommes prévues pour l'achat de matériels et équipements militaires ; de l'absence de couverture aérienne. A cela s'ajoutent des changements trop fréquents au sein de la chaîne de commandement et du manque de reconnaissance des lourds sacrifices consentis. « **Nous réaffirmons notre soutien à l'armée nationale. Nous disons que la défense du territoire national et la sécurité des personnes et des biens doivent incomber prioritairement et principalement à nos Forces de Défense et de Sécurité. Nous souhaitons à cet effet leur équipement adéquat, l'implantation de camps et de postes de sécurité réunissant les conditions minimales d'efficacité et de sécurité. Et enfin, nous exigeons la mise en œuvre de choix tactiques et stratégiques efficaces, une plus grande performance des renseignements, l'application ferme dans la plus stricte équité des règles et de la discipline militaire et la mise immédiate à la disposition de la justice de toutes les autorités civiles, politiques et militaires impliquées dans les détournements des deniers prévus pour les achats de matériels et d'équipements militaires** », a-t-il indiqué.

Pour sa part, le président du CNID, Maître Mountaga Tall, a présenté ses condoléances les plus émues aux parents des victimes militaires et civiles tombés sur le champ de l'honneur. « **Pour la sauvegarde de l'intégrité du territoire, nous souhaitons que l'Etat revoie le mode de recrutement dans l'armée. Cela permettra de circonscrire à beaucoup de problèmes internes. Nous avons confiance à l'armée malienne pour la défense de la patrie. Il faut qu'elle soit dans des conditions optimales de travail afin de faire face à leur devoir régalien. Unissons nos forces pour apporter notre soutien inconditionnel à notre outil de défense. Nous demeurons rattachés à l'unicité du Mali** », a-t-il martelé.

■ Ibrahim Sanogo



# Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous



## Promotion de la culture : La 1<sup>ère</sup> édition de la «NUIT DU SANKE MÔ» célébrée



La première édition de la nuit du "Sanké Mô" (pêche collective dans le Sanké) a été célébrée, le week-end, en grande pompe au Palais de la Culture Amadou Hampaté Ba de Bamako par les ressortissants du cercle de San. La nuit du Sanké Mô, célébrée dans la nuit du mercredi au jeudi, est un événement culturel très connu par toute la communauté bwa. Elle donne lieu à de grandes manifestations folkloriques populaires orga-

nisées dans les villages de Térékoungo et à Parana.

Cette fête a été célébrée sur le thème « de la culture pour la paix, le développement et la cohésion sociale »,

Cette fête mobilise jeunes, femmes et vieux entre les deux sites culturels à pieds, à d'os d'âne et sans incidence aucune, selon les responsables de l'association carrefour de développement et de la paix au Mali. En plus des

manifestations folkloriques, la nuit du Sanké Mô est la visite du puits sacré de « Karantela », la danse traditionnelle dans le grand vestibule de la famille Traoré et la pêche collective à la mare sacrée.

Réputée comme l'un des plus grands rendez-vous culturels du cercle de San, le Sanké Mô est un moment de retrouvailles, de conciliabules et de manifestation populaire pour cette communauté très attachée à sa culture qu'elle voudrait promouvoir. Pour ce faire, cette fête traditionnelle s'est transportée à Bamako grâce à l'association carrefour de développement et de la paix au Mali. Elle a fait revivre cette diversité culturelle devant le public Bamakois, le weekend dernier, à travers la danse autour des Bwas autour du Bois sacré, du Puits sacré.

Selon les organisateurs, cet événement ne constitue aucunement la délocalisation d'un rite traditionnel de plusieurs siècles. L'objectif, pour l'association, est de relever le défi de la méconnaissance de l'histoire et l'importance du Sanké Mô dans l'économie locale, la cohésion sociale, la baisse de l'engouement des ressortissants de San, de circonscrire la folle course des motos à l'origine des accidents et les menaces climatiques qui pèsent sur la "Marre Sanké".

■ Gaoussou Kanté

## Classes sociales au Mali : La sortie surprise des bouchers de MOPTI

À Mali, chaque société à son appartenance. Les bouffons appartiennent surtout à la classe des bouchers, à cause

de leurs tenues sales et puantes. Cependant, le boucher est un homme fort, il va très tôt de sa maison pour la boucherie et de là au mar-



ché où il passe d'ailleurs toute la journée et le début de la nuit, pour ceux qui font de la rôtisserie.

Lorsqu'ils viennent chez eux, certains bouchers, sous le coup de la fatigue n'ont plus le temps de se laver. Ils passent directement au lit. Presque toujours sales, ils sont affectueusement appelés "bouchers pourris", mais la viande du boucher est très appréciée. Personne ne fait de bonne sauce, répondent-ils, sans passer à la table du boucher.

Lors des sorties, une chanson accompagne les mouvements du boucher, la danse s'appelle Abarabaha et fait référence au mouvement d'un bœuf qui refuse de se faire attraper à l'abattoir. Il va de l'avant à l'arrière en tentant de donner un coup de corne au boucher.

Le boucher utilise les peaux, les cornes et autre viande pour magnifier son appartenance à ce métier dont il est fier.

## Manifestations en Guinée : La situation inquiète Human Rights Watch

**Les manifestations continuent en Guinée contre le projet de nouvelle Constitution proposé par le président guinéen. Au moins trois personnes ont trouvé la mort depuis le lundi 13 janvier pendant les mobilisations. Human Rights Watch dénonce une répression croissante des libertés de réunion et d'expression en 2019. Des critiques rejetées par le gouvernement.**

**H**uman Rights Watch l'affirme dans son dernier rapport mondial sur les droits humains : il y a une répression croissante des libertés de réunion et d'expression en 2019 en Guinée. En juillet dernier, l'Assemblée nationale a adopté une loi sur l'usage de la force par la gendarmerie. Un pas de plus envers l'impunité des forces de l'ordre, selon Jim Wormington, chercheur pour Human Rights Watch : « L'impunité pour les actes commis par les forces de sécurité en Guinée, surtout pendant les manifestations, est prio-

ritaire pour le gouvernement. Donc, on n'a presque pas d'espoir, si l'on est manifestant blessé ou tué, qu'il y aura des enquêtes crédibles et que les forces de sécurité responsables soient punies. Il y a un seul cas d'un policier ou gendarme qui a été condamné pour la mort d'un manifestant en avril 2019. Donc, on voit un contexte qui risque de continuer à paralyser le pays et à mettre en danger de plus en plus la vie des Guinéens ».

### « Un enjeu très important à déterminer les violences »

De son côté, Damantang Albert Camara, le ministre guinéen de la Sécurité et de la Protection civile, s'étonne de certains éléments de ce rapport. Il affirme notamment que le droit de manifester est respecté en Guinée. « Lorsqu'en début de rapport, Human Rights Watch dit que les manifestations sont systématiquement interdites, cela jette un doute sur le sérieux qui a été fait, déclare le ministre.

Que certaines manifestations, dans certaines circonstances, aient été redirigées ou réaménagées, oui. Parfois interdites, oui. Mais le principe, en Guinée, nous l'avons respecté, le droit de manifester, et il y en a eu plus de 530 en moins de huit ans. Donc, cela nous interpelle un peu. Pour le reste, nous sommes conscients qu'il y a un enjeu très important à déterminer les violences qui se déroulent pendant les manifestations, à rechercher les auteurs des crimes qui font aussi mal au gouvernement. [...] Cette volonté, nous la partageons, à condition que cela se passe dans la sérénité et qu'il n'y ait pas, des fois, des prises de position qui ne se justifient pas ».

### Jean-Yves Le Drian inquiet

Alors que la mobilisation de l'opposition se poursuit contre la réforme de la Constitution, le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a donné mercredi, à l'assemblée nationale, son sentiment sur ce projet de réforme. Interrogé par la Commission des affaires étrangères, le chef de la diplomatie française n'a pas caché son inquiétude sur le processus en cours. Nous sommes particulièrement soucieux de la situation en Guinée





## Russie : Les grandes manœuvres de Vladimir Poutine pour l'après-2024



Vladimir Poutine en tête à tête avec son nouveau Premier ministre Mikhaïl Michoustine.

**D**émission de Dmitri Medvedev, nomination express d'un nouveau Premier ministre, et annonce d'une vaste réforme constitutionnelle: Vladimir Poutine a abattu plusieurs cartes ce 15 janvier en vue de l'après-2024, date à laquelle il doit théoriquement renoncer au pouvoir. Avec cette cascade

d'annonces, plusieurs scénarios se dessinent désormais pour l'après-2024. Première certitude : Vladimir Poutine n'a pas l'intention de rester au pouvoir en tant que président au-delà de 2024. Mais d'autres pistes se dessinent car le président russe propose de renforcer le rôle du Premier ministre

et du parlement. Pour certains, c'est le signe que Vladimir Poutine a l'intention de refaire « le coup de 2008 » et donc de redevenir chef du gouvernement. Un scénario qui aurait un air de déjà vu, et qui serait très mal perçu par une partie de la population.

### Michoustine, nouvel homme fort ?

Autre piste évoquée : Vladimir Poutine pourrait s'emparer d'un poste à la tête d'un organisme qui lui permettrait de continuer à jouer un rôle. De nombreux observateurs notent ce jeudi matin que le président russe propose de renforcer le Conseil d'État, une institution aujourd'hui méconnue, mais qui pourrait se voir attribuer un rôle plus important.

Enfin dernier scénario : Vladimir Poutine s'efface pour de bon, mais il veille à trouver un successeur capable de protéger ses intérêts après son départ. Ce successeur pourrait-il être Mikhaïl Michoustine, l'homme choisi par Vladimir Poutine pour succéder à Dmitri Medvedev ?

Il est évidemment beaucoup trop tôt pour l'affirmer mais avec cette nomination et cette réforme de la constitution à venir, c'est bien l'après-2024 que le Kremlin est en train de préparer.





## CAN 2021 : Finalement ce sera du 9 janvier au 6 Février

Initialement prévue pour juin-juillet, la Coupe d'Afrique des Nations 2021 se tiendra finalement du 9 janvier au 6 février au Cameroun. Cette décision a été prise aujourd'hui mercredi par la Confédération Africaine de Football (CAF). L'instance dirigeante du football africain a même fait un communiqué sur ce report de date dont Footmali vous dévoile les grandes lignes. A noter que le Mali partage la tête de sa poule des éliminatoires avec la Guinée (4 points après deux journées). La Commission d'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations Total Cameroun 2021 s'est réunie ce mercredi 15 janvier 2020, à l'Hôtel Hilton de Yaoundé.

A l'ordre du jour de cette rencontre : l'organi-

sation de la Coupe d'Afrique des Nations Total, Cameroun 2021. Cette réunion a été élargie aux représentants des parties prenantes et aux autorités camerounaises.

Le principal point à l'ordre du jour était le réexamen de la période de la compétition à la demande de la partie camerounaise.

En effet, face aux conditions climatiques défavorables pendant la période initialement fixée, le Cocan en a souhaité le réexamen.

Après avoir entendu les différents arguments exprimés, notamment ceux des responsables de la météorologie du Cameroun, et des représentants d'entraîneurs et joueurs, la Commission d'organisation de la CAN qui a reçu mandat du Comité exécutif de la CAF pour dé-

cider, a accédé favorablement à cette demande.

Un rapport circonstancié sera présenté aux membres du Comité Exécutif à la prochaine séance prévue le 6 février 2020.

En conséquence, pour l'édition 2021, la Coupe d'Afrique des Nations Total se déroulera au Cameroun, du 9 janvier au 6 février 2021.

En étroite collaboration avec le Cocan, la CAF mettra en place un Comité de suivi afin de mener à bien les préparatifs de cette importante compétition.

■ **Alassane Cissouma**





## **Bélier (21 mars - 19 avril)**

Si une certaine pression pesait sur vos épaules ces derniers temps, tout se calme et tout redevient beaucoup plus positif ! On peut dire qu'aujourd'hui c'est une belle journée sur le plan professionnel. On vous propose un changement de direction.

Ouf ! Vous pouvez souffler, vous attaquez le dernier jour du mois en vous félicitant, car vos finances ne sont pas dangereusement dans le rouge. Vous avez lutté pour ne pas tomber dans les dépenses compulsives, vous êtes fier de vous.



## **Taureau (20 avril - 19 mai)**

Ami Taureau, si vous utilisez les mathématiques, ou des connaissances scientifiques dans votre métier, vous allez décrocher le jackpot aujourd'hui ! En effet, l'amas planétaire Lune-Mercure-Vénus va dérouler le tapis rouge à votre carrière...

Dans votre signe, Mercure vous fera cocher toutes les cases qui vous conduiront à la bonne santé financière... Aujourd'hui, ami Taureau, vous ne plaisantez pas du tout avec l'argent ! Pour autant, vous n'en ferez pas non plus une obsession... Ouf !



## **Gémeaux (20 mai - 21 juin)**

Par contre c'est dans ce domaine que vous pourrez donner libre cours à votre créativité débordante. Des idées géniales vont venir à votre conscience et vous pourrez ainsi canaliser votre énergie en exprimant positivement ce qui sort de vos profondeurs intérieures.

Le noeud nord en Cancer vous parle d'acceptation de soi et de vos richesses. Il peut s'agir aussi de vos richesses intérieures. Vous devez faire un travail de nettoyage intérieur des vieilles mémoires obsolètes. Reprenez le pouvoir sur votre vie.



## **Cancer (21 juin - 21 juillet)**

Vous passerez à l'action après avoir évalué la situation. Votre force reposera sur une alliance de tact et d'aplomb. Vous alternerez des phases de travail en équipe avec d'autres en solo, un équilibre indispensable à vos yeux pour faire du bon boulot.

Vous ferez preuve d'une incroyable intuition à laquelle s'ajoutera un instinct infailible pour réaliser de bonnes affaires. Dans l'instant, vous capterez si le projet est fiable et quel profit vous pourrez en tirer. Vous userez de la chance sans en abuser.



## **Lion (22 juillet - 23 août)**

Votre meilleur atout reste avant tout votre disponibilité. Votre organisation permet à vos activités de s'épanouir, votre évolution professionnelle se fait dans des conditions favorables. Rien à redire, à part, continuez les efforts !

Les planètes annoncent de bons retours sur investissement, votre argent fait des petits, vous n'aurez plus qu'à compter les retombées d'ici quelque temps. La bonne nouvelle vous enchante, dans votre tête vous commencez à vous faire des plans.



## **Vierge (23 août - 23 septembre)**

Aider les collègues qui éprouvent des difficultés, la réponse est oui ! Faire leur travail, la réponse est non ! Chez vous, ami Vierge, la bonté commence avec le b de bonté et non avec le b de bêtise... Que ce soit bien clair entre vous et eux ! C'est par l'action énergique que vous allez vous occuper de vos affaires. Vous allez pourvoir vous-même à vos nécessités financières. Grâce à l'intervention de Vénus, vous allez affirmer votre esprit d'entreprise et garder la mainmise sur vos possessions...



## **Balance (23 septembre - 22 octobre)**

Si vous avez un travail créatif ou artistique, ce sera une très bonne journée pour vous car l'imagination voisinera avec les bonnes intuitions. Vos idées seront sans aucune limite. Vous aurez un feeling certain et très prononcé pour l'esthétique de très bon goût.

De l'argent caché pourrait vous apparaître au grand jour et vous créer une assez bonne surprise. Vous n'avez jamais soupçonné que de telles situations puissent vous arriver. Vous n'en revenez pas. Quelle chance vous avez !



## **Scorpion (23 octobre - 22 novembre)**

Il vous restera encore quelques tracasseries à régler, qui causeront un léger retard dans vos activités, mais qu'à cela ne tienne : vous aurez de l'énergie à revendre et une détermination à toute épreuve. Une fois terminées, vous aurez le champ libre.

Ce sera par votre savoir-faire que vous récolterez des euros, tant en négociant qu'en recourant au système D. Par ailleurs, Mercure dans votre signe récompensera les actions que vous aurez menées par le passé. Vous serez gratifié grâce à vos mérites.



## **Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)**

Vous n'hésitez pas à exprimer vos attentes, votre hiérarchie vous écoute attentivement, c'est un point très positif, cela veut dire que vos demandes sont prises en considération. Vous êtes un élément fort pour votre entreprise, c'est valorisant.

Vous ne vous laissez pas prendre au dépourvu. Aujourd'hui, vous regorgez de bonnes idées, si votre situation financière reste encore sous surveillance, vous n'hésitez pas à dépenser un peu d'argent si vous en avez envie, mais vous restez prvoyant.



## **Capricorne (21 décembre - 20 janvier)**

Vous aurez du mal à croire en vos chances. En fait, vous ne cesserez pas de penser à l'évolution de votre carrière... Vous avez un talon d'Achille dans votre activité professionnelle : le manque de polyvalence ! Vous ne ferez rien pour que cela change...

Si l'argent était un carburant, vous seriez en panne sèche ! Votre esprit ne sera pas très alerte. Du coup, vous ne serez pas en mesure de faire preuve de savants calculs financiers, notamment ceux qui vous permettraient de faire des économies...



## **Verseau (20 janvier - 19 février)**

La Lune noire en maison 2, vous oblige à revoir en profondeur les bases de vos revenus. De profonds changements sont à prévoir. Il faut repartir sur des bases plus saines mieux adaptées à la situation actuelle.

Vos revenus étant tributaires de votre métier. C'est par là qu'il faut commencer à réformer. Si vous ne faites pas les changements nécessaires, le destin va vous envoyer des situations qui vont vous forcer à le faire.



## **Poisson (19 février - 21 mars)**

Vos mises au point feront leur effet, d'autant plus que vous ne serez pas coutumier du fait. On vous regardera différemment et vos adversaires comprendront qu'ils devront composer avec vous au lieu de vous glisser des peaux de bananes sous les pieds.

Votre intuition ne vous aura pas trompé et ce sera triomphant que vous annoncerez cette bonne nouvelle pécuniaire à vos proches. Ils auront peut-être encore des doutes sur votre succès financier, mais s'inclineront, admiratifs, devant cette évidence.

# UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

## Filiales



**BDU - BF**  
BURKINA FASO



**BDU - CI**  
CÔTE D'IVOIRE



**BDM FRANCE**  
FRANCE



**BDU**  
BANCO DA UNIÃO  
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

[www.bdm-sa.com](http://www.bdm-sa.com)

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



**BDM SA**